

République Française  
Département CHARENTE  
Commune de Boutiers Saint-Trojan

## ARRETE N° 2024 058 0103

### Portant approbation du Plan Communal de Sauvegarde

Le Maire de Boutiers Saint Trojan,

**Vu** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile et notamment son chapitre II – article 13 ;

**Vu** le décret 2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au plan communal de sauvegarde et pris pour application de l'article 13 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2212-1, relatif aux pouvoirs de police du Maire ;

**Considérant** que les habitants de la commune peuvent être victimes d'accidents ou de désagréments, qu'ils soient d'origine naturels, technologiques, accidentels ou terroristes et qu'il convient, en vertu des devoirs de protection de populations, de pouvoir y faire face ;

**Considérant** qu'il est important de prévoir, d'organiser et de structurer l'action communale en cas de crise ;



### ARRETE

**Article 1 :**

Le Plan Commune de Sauvegarde de la commune de Boutiers Saint Trojan a été débattu et accueilli favorablement par le Conseil Municipal du 04 septembre 2024. La version annexée au présent arrêté est conforme à la législation en vigueur et au décret susvisé.

**Article 2 :**

Le Plan Communal de Sauvegarde prend en compte le risque inondation par débordement de la Charente et ses affluents, ainsi que le risque inondation par ruissellements. En application de la loi et du décret susvisés, il sera le cas échéant étendu à d'autres risques lors de révisions ultérieures.

**Article 3 :**

Le Plan Communal de Sauvegarde décrit les actions communales de sauvegarde à réaliser en fonction de différents états de la gestion de crise.

**Article 4 :**

Le Plan Communal de Sauvegarde comprend une cellule de crise municipale.

**Article 5 :**

Le Plan Communal de Sauvegarde annexé est un guide d'actions, il n'a pas vocation à être appliqué à la lettre. Le Maire, en vertu de l'article L2212-3 du Code général des Collectivités Territoriales, demeure juge et responsable des adaptations imposées par les circonstances.

**Article 6 :**

Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant du SDIS de Cognac, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Cognac ; sont chargés en ce qui concerne de l'exécution du présent arrêté.

**Article 7 :**

Un exemplaire du Plan Communal de Sauvegarde est adressé à Monsieur le Préfet du département.

Le Maire,

-certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Fait à Commune de Boutiers Saint-Trojan, le 05/09/2024

Le Maire,  
Jean-François BRUCHON

